

The Economics of Communist Eastern Europe, par NICOLAS SPULBER. Un vol., 6¼ po. x 9½ relié, 525 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440 Fourth Avenue, New-York 16, 1957. (\$12.50)

Bernard Bonin

Volume 34, numéro 3, octobre–décembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001347ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001347ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1958). Compte rendu de [*The Economics of Communist Eastern Europe*, par NICOLAS SPULBER. Un vol., 6¼ po. x 9½ relié, 525 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440 Fourth Avenue, New-York 16, 1957. (\$12.50)]. *L'Actualité économique*, 34(3), 505–506. <https://doi.org/10.7202/1001347ar>

The Economics of Communist Eastern Europe, par NICOLAS SPULBER. Un vol., 6¼ po. × 9½, relié, 525 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440 Fourth Avenue, New-York 16, 1957. (\$12.50).

Cet ouvrage contient une étude de l'économie de six pays du bloc communiste: la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Yougoslavie. L'étude est faite à partir de statistiques publiées par ces pays, et l'auteur donne, dans une introduction, les raisons qui lui font croire que ces données peuvent et doivent être utilisées.

Dans un premier chapitre, l'auteur s'intéresse à la situation qui existait dans ces pays, avant 1939. Pour ce faire, il utilise des données globales qui lui permettent de connaître l'état des divers secteurs d'activité avant la guerre, au point de vue répartition des ressources, production, main-d'oeuvre, etc. Il examine dans un chapitre suivant les changements structurels causés par la guerre, changements qui feront de la Pologne une nation mieux industrialisée, et qui modifieront les ressources agricoles de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, aux dépens de certains pays, notamment de l'Allemagne.

Le paiement des compensations a permis à la Russie de pénétrer à l'intérieur de ces pays de l'Europe orientale, et d'y accaparer les principales sphères d'activité par diverses mesures. Ainsi, par exemple, la nationalisation des industries ne s'est pas effectuée de façon identique dans tous ces pays. En Tchécoslovaquie, c'est par un coup d'État qu'elle s'est faite; en Pologne, c'est par loi et par décret qu'on la réalisa; en Yougoslavie, la nationalisation toucha d'abord les richesses minérales, les sources d'énergie et les communications, et couvrit plus tard les industries «d'importance nationale», puis «d'intérêt local». En Hongrie, la nationalisation s'effectuait en fonction du nombre d'employés. On faisait exception cependant des entreprises qui étaient déjà la propriété de la Russie. En Roumanie et en Bulgarie, on fit des entreprises une propriété publique, en utilisant différents critères de nationalisation. Comme résultat, le secteur industriel privé est disparu rapidement.

On a aussi nationalisé l'activité financière. Les banques et les compagnies d'assurance passèrent sous le contrôle de l'État, à l'exception d'une banque russe de Hongrie qui demeura libre. L'auteur nous explique ensuite comment ces divers États ont utilisé l'argent et le crédit pour chasser les derniers éléments du capitalisme. Il est tout de même étonnant de constater que l'on a utilisé des moyens capitalistes pour chasser le capitalisme.

La nationalisation des commerces de gros, de détail et du commerce extérieur, ainsi que les problèmes qu'elle a suscités font l'objet d'un chapitre. Le principal problème qui en est résulté, c'est la disparition d'un grand nombre de magasins qui ne furent pas remplacés, d'où leur nombre insuffisant et partant une offre ne pouvant satisfaire la demande.

Après avoir examiné le cas spécial des actifs russes, l'auteur étudie le cas de l'agriculture qui n'échappa pas à la nationalisation.

Ayant tout bouleversé, il fallait reconstruire. Les pays se sont donc engagés dans des plans de reconstruction centrés sur l'amélioration de la production dans l'industrie métallurgique, ce qui permettrait ensuite de faire progresser plusieurs autres industries. On envisageait également des progrès dans l'agriculture. Les premiers plans d'industrialisation n'avaient pas pour but de faire disparaître les inégalités qui existaient dans la région. Le but était plutôt de relever, dans la région entière, le niveau d'industrialisation tout en maintenant les pays dans des positions relativement identiques, les uns par rapport aux autres.

Les résultats très variables des plans d'amélioration des sources d'énergie et les échecs rencontrés ailleurs ont démontré qu'une industrialisation poussée, telle que désirée par les Soviétiques, n'était pas possible dans tous ces pays. Il fallait tenir compte des ressources existantes. La révolte hongroise fut une manifestation contre les erreurs de planification et tenta de faire comprendre aux dirigeants qu'ils devaient réviser leur politique.

L'ouvrage contient aussi une étude du commerce entre les pays du bloc communiste et du commerce de ces pays avec l'extérieur. On voit que les liens communistes se resserrent de plus en plus et M. Spulber croit que l'embargo stratégique imposé par l'Ouest est responsable pour une bonne part de cette situation. Le but de cet embargo était d'empêcher l'U.R.S.S. de développer son industrie au moyen d'équipement lourd venant de l'Ouest et obtenu à crédit. Ce but a été atteint, mais en même temps l'embargo contribuait à rendre les pays du bloc plus dépendants de la Russie, puisque ceux-ci ne pouvaient plus compter que sur elle pour obtenir les matières premières et l'équipement dont ils avaient besoin. Cette obligation de se tourner vers la Russie combinée avec diverses autres mesures de pénétration économique pratiquées par la Russie à l'égard de ces pays, par exemple le *shunting*, ont fait que le commerce entre les pays du bloc a augmenté aux dépens du commerce avec l'extérieur et les liens se sont trouvés resserrés.

L'étude de M. Spulber est sans aucun doute un précieux apport. Complétée par plusieurs tableaux statistiques qui en facilitent la compréhension, elle est à la portée de tous et fournit une foule de renseignements précieux sur l'économie de ces pays d'Europe.

Bernard Bonin

Conséquences sociales de l'automatisation, dans BULLETIN NATIONAL DES SCIENCES SOCIALES, vol. X, No 1. Un vol., 6 po. × 9½, broché, 180 pages. — UNESCO, Paris, 1958. (\$1.00).

Le travail présenté par l'UNESCO est d'une valeur très inégale. Certaines des études de ce cahier sont hors de place ici. Nous pensons en particulier à «Machines à traduire», par A. D. Booth. Le plan général laisse à désirer. Pourquoi y trouvons-nous une étude de J.-R. Gass consacrée aux «Recherches sur les effets sociaux de l'automatisation»? Gass serait-il le seul à s'être intéressé à une question qui constitue précisément le titre de la brochure?

Ou encore, faut-il voir une preuve de la largeur de vue de l'UNESCO dans la contribution de K. Klimentko et M. Rakovski, relative aux «Problèmes techni-